

Recherches sociographiques



Roberta HAMILTON, *Feudal Society and Colonization : The Historiography of New France*

Thomas Wein

Volume 30, Number 3, 1989

La nouvelle technologie

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056476ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056476ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Wein, T. (1989). Review of [Roberta HAMILTON, *Feudal Society and Colonization : The Historiography of New France*]. *Recherches sociographiques*, 30(3), 475–477. <https://doi.org/10.7202/056476ar>

pas surtout dans les premiers temps de l'occupation du territoire et sur ses fronts pionniers que la propriété utile du censitaire se voit bridée et menacée? que deviennent en pratique les réserves de toute sorte, les droits de retrait et de réunion, etc., lorsque le défrichement est terminé, les terres, mises en valeur et régulièrement cultivées? Le rapport entre seigneur et paysan n'a-t-il pas tendance à se simplifier et à s'organiser autour de l'exécution routinière de quelques obligations fondamentales?

D'ailleurs, la nécessité de distinguer des temps ou des phases dans l'histoire des seigneuries vaut probablement aussi pour le rôle et l'action des mandataires du seigneur et pour la place qu'ils occupent dans la société rurale. Dépatie insiste avec raison sur cet aspect et elle l'éclaire de façon extrêmement pénétrante. Néanmoins, on peut se demander si ces agents sont vraiment en mesure de former un «groupe social [...] greffé à la seigneurie [...] qui va s'affermir et gagner en cohésion». (P. 64.) Se distinguent-ils vraiment et de façon durable de l'ensemble des censitaires ou n'en viennent-ils pas à ne constituer qu'un segment d'un ensemble plus large et plus diversifié de «notables» ruraux? Plus généralement, le problème posé est celui de l'influence seigneuriale dans l'organisation de la société rurale. Dessureault l'aborde sous l'angle précis de la structure agraire. Il examine les divers types de concessionnaires et la distribution du sol entre eux avant d'analyser la répartition de la propriété foncière dans la seigneurie du Lac-des-Deux-Montagnes en 1793 et en 1825. Avec beaucoup de nuances, il finit par conclure que «la seigneurie n'a pas été déterminante dans la formation de la structure agraire». (P. 223.)

En somme, ce livre est un apport de premier ordre pour la connaissance du régime seigneurial canadien et il ouvre un certain nombre de pistes utiles pour l'étude du monde rural de la vallée du Saint-Laurent.

Louis MICHEL

*Département d'histoire,
Université de Montréal.*

Roberta HAMILTON, *Feudal Society and Colonization: The Historiography of New France*, Gananoque (Ontario), Langdale Press, 1988, [ii et 17]+135 p.

D'abord publié par D. H. Akenson dans ses *Canadian Papers in Rural History*, cette thèse de doctorat déposée en 1984 d'une centaine de pages se trouve ici retravaillée, mise à jour, et augmentée d'une préface et de deux index. Ainsi parvenu à une existence autonome, c'est plus qu'un essai sur l'historiographie de la Nouvelle-France. Outre de distinguer quatre visions de la nature de la colonie chez les historiens, de Parkman à Dechêne, Hamilton n'en propose rien de moins qu'une cinquième.

Passons rapidement, comme l'auteur, sur la critique de l'historiographie. La classification est somme toute familière. Les historiens se seraient ralliés à l'une ou l'autre de quatre idées maîtresses: la société féodale (Parkman et Ouellet), la terre promise (les «clériconationalistes»), la société bourgeoise embryonnaire (l'école de Montréal) ou la société nouvelle (les tenants de la thèse de la frontière). Dénonçant tantôt le déterminisme culturel, tantôt la hantise anachronique du progrès, le romantisme des uns et le

«consensualisme» de (presque) tout le monde, Hamilton livre un complément marxisant aux travaux de S. Gagnon et de J. Blain.

Le véritable intérêt du livre réside toutefois dans son procédé comparatif, partant du raisonnement qu'avant 1760 les sociétés issues des colonisations française et anglaise en Amérique du Nord se distinguaient à plusieurs égards, du régime de tenure des terres jusqu'à la culture. Des préoccupations particulières, attribuables en dernière analyse au manque de réflexion théorique, ont amené les historiens, soit à minimiser la portée des différences, soit à tenter de les expliquer en faisant appel au caractère inné des peuples. Pour l'auteur l'éclaircissement se trouverait avant tout en Europe dans des activités colonisatrices à caractère distinct, déterminées par des modes de production distincts. Après avoir mis en évidence les contrastes entre une France essentiellement féodale et une Angleterre en pleine transition vers le capitalisme, l'auteur examine les conséquences de l'organisation «sociopolitique» de la vieille France sur la nouvelle. Non seulement le régime seigneurial les rendait visibles, mais aussi le fonctionnement de l'État, les bouleversements sociaux, le comportement des marchands et la faiblesse d'une immigration non stimulée à l'anglaise. La métropole aurait donc construit une colonie, sinon à son image, du moins d'une étonnante ressemblance.

Argumentation cohérente, on en conviendra. Elle a le mérite de nous rappeler l'importance, pour la nature de l'aventure coloniale, de son point de départ européen. Elle incite aussi à revenir à la comparaison, quelque peu délaissée ces dernières années, entre des colonies de souches différentes. Cela dit, il est peu probable que la nouvelle thèse serve de modèle. Pourquoi? À cause des ombres au tableau. La France moderne qu'on nous présente est simplifiée à l'extrême: dans les campagnes, par exemple, nulle trace d'expropriation ni de proto-industrie. Quant à la Nouvelle-France, le commerce des fourrures n'étant pas «capitaliste», il ne semble pas y produire de l'accumulation; les marchands achètent des seigneuries ou des rentes plutôt que des marchandises, des fourrures ou du blé; et les paysans sont censitaires avant d'être producteurs. Il n'est guère surprenant que l'auteur y retrouve une version de la France qui correspond à s'y méprendre à l'originale, car elle ne touche qu'aux domaines où l'action de l'État, visant à reproduire une société d'Ancien Régime, a été déterminante: les institutions et la politique économique.

C'est ainsi que Hamilton finit par faire l'histoire de ce qui est français dans la Nouvelle-France. Ce résultat découle, à notre sens, d'un choix à la fois méthodique et théorique. À l'instar de plusieurs analystes cherchant à faire une lecture plus théorique de la période, l'auteur s'est basée, mis à part quelques documents publiés, sur des matériaux usagés, pigés ici et là dans les travaux des autres. C'est légitime, mais malgré un effort critique préalable, elle finit par calquer la vision à faible vue de bon nombre d'ouvrages sur la Nouvelle-France (entendons-nous: sur le Canada): un certain étatisme hérité tout droit des sources officielles qui confondaient souvent le projet d'État avec la formation sociale réelle. Tout à fait symptomatique à cet égard est le sort fait aux études de Louise Dechêne. Loin de se ranger parmi les hérauts de la «société nouvelle», l'historienne décrit à partir du cas montréalais une «société traditionnelle qui se reforma», non pas tant grâce à l'activité coloniale, au sens large, de la France, mais «spontanément», à cause de contraintes économiques qui ne permirent guère autre chose.

Et nous voilà au second choix, théorique celui-là. Hamilton privilégie systématiquement les rapports de production, sans accorder aux forces productives la place qui leur est dûe. Cette perspective la porte à exagérer les différences entre les deux métropoles aussi bien qu'entre leurs colonies (bien que les colonies britanniques soient largement absentes de l'analyse). De là aussi l'utilisation taxinomique de «féodalisme» et de «capitalisme»;

ce sont des «systèmes de relations de classe» bien avant d'être des modes de production.

Or, sans forces productives, il n'y a pas de contradiction fondamentale et donc pas de mécanisme de changement. Fidèle à sa ligne de pensée, l'auteur trouve une force motrice exogène, à la faveur d'une argumentation qui s'emboîte dans celle de Bernier: c'est la Conquête par une Grande-Bretagne en transition qui fera bouger les choses au Canada. Ne l'excluons pas à première vue, mais vérifions d'abord si elles ne se remuaient pas déjà.

Soyons reconnaissants à Roberta Hamilton d'avoir souligné l'importance des transformations en Europe pour expliquer certains aspects de la colonisation, notamment celui du rythme du peuplement. Mais une fois les colons arrivés, l'histoire de la peuplade se fait avant tout sur son terroir. La formation sociale s'érige après tout sur le terrain, en temps réel aussi bien qu'en rétrospective. Pour ce qui est de l'histoire du Canada ancien, ce livre, loin de nous ouvrir des sentiers nouveaux, nous projette en arrière, vers d'autres «réinterprétations de l'historiographie» condamnées à répéter les erreurs des historiens. Et si le Canada *ressemblait* aux colonies britanniques?

Thomas WEIN

GRIDEQ (Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est-du-Québec),
Actes du colloque Financement du développement régional, Rimouski, Université du Québec à Rimouski, 1988.

Actes d'un important colloque qui s'est tenu les 27 et 28 octobre 1987 à Rimouski, ils rapportent soigneusement chacune des allocutions, chaque intervention faite en atelier et en plénière, un peu à la manière d'une gazette parlementaire. L'ouvrage n'en est pas moins d'une facture agréable, et la présentation des matières porte rapidement à une lecture complète.

Après autant de conférences que les dix régions du Québec, le colloque s'est arrêté sur les fondements du développement régional et principalement sur les moyens financiers «porteurs d'avenir». Tous les grands secteurs socio-économiques étaient représentés: le Ministère des transports, les entreprises privées de financement, les organismes gouvernementaux et «paragouvernementaux» ainsi que les représentants régionaux.

L'intérêt incontestable de l'ouvrage est qu'il livre, à travers les communications et les débats des participants, un tableau quasi complet du sujet. Les grands principes sont repris à la manière d'un credo. C'est la condamnation de l'étatisme, du dirigisme et du développement centralisé. Ce sont les recommandations à l'encontre des stratégies convenables et gagnantes qu'on privilégie depuis bientôt une décennie: ne plus choisir les secteurs forts *a priori*, mais encourager plutôt les entreprises qui ont une évidence de potentiel et de spécificité régionale. Elles seront alors en mesure de croître, d'être concurrentielles sur les marchés «interrégionaux» et internationaux, d'agrandir l'infrastructure économique, et partant d'agir sur le développement d'une région par effet de multiplication. Ce sont aussi les recommandations relatives aux entrepreneurs: la formation des nouveaux venus, la stimulation de l'esprit d'entreprise local, la sensibilisation aux idées de J. Friedmann (p. ex., ne compter que sur soi-même), l'incitation à la concertation et aux dialogues dans les régions et entre elles, l'aide aux petites et moyennes entreprises